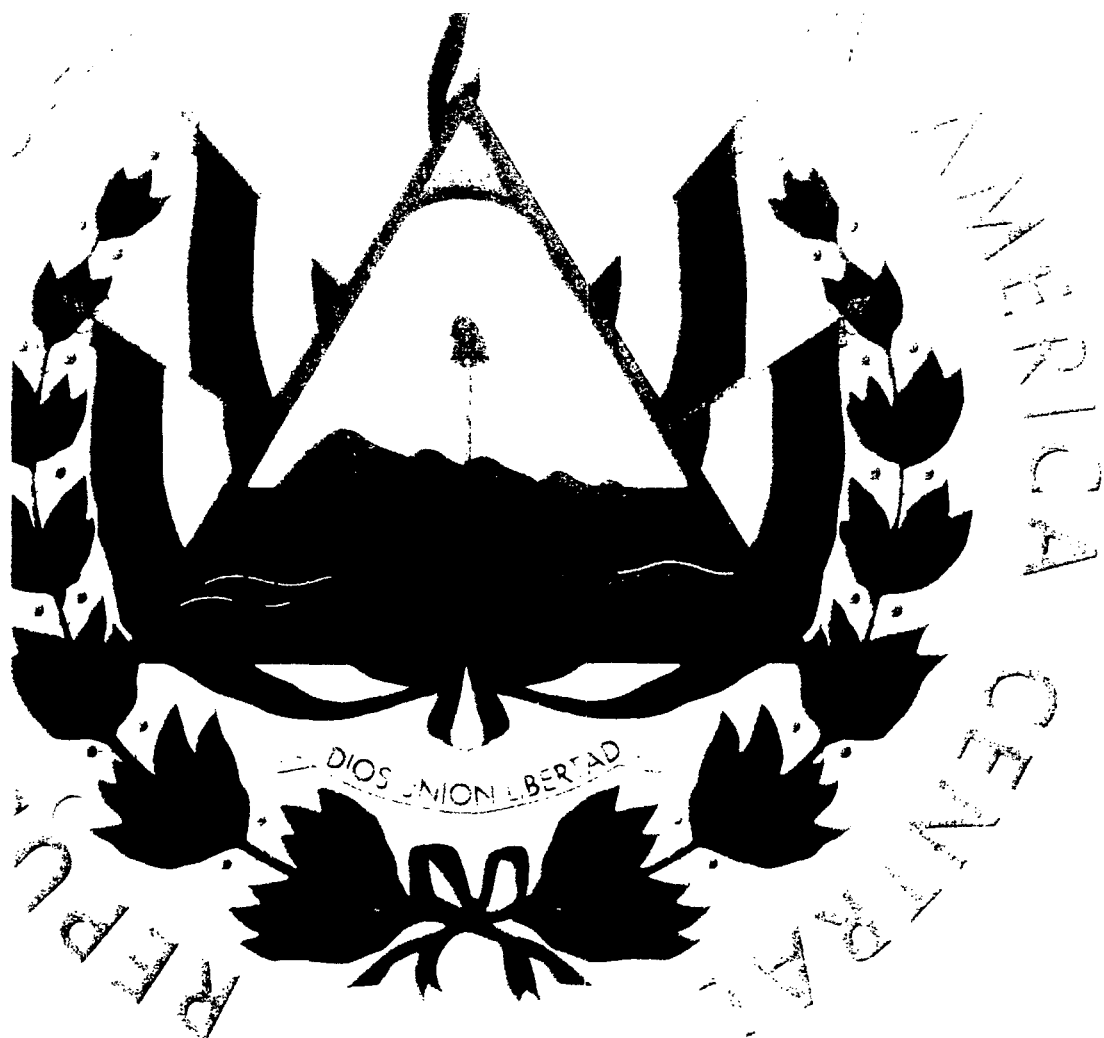


## TABLE OF CONTENTS

### I. IMPLEMENTATION OF THE JUDGMENT OF THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE OF 11 SEPTEMBER 1992

- Document I.1. Official letter from 27 August 2002, that the Minister of Foreign Affairs addresses to the Security Council
- Document I.2. Report from the Salvadorian press from 31 October 2002, "The signposting of the border with Honduras starts"
- Document I.3. Report from the Honduran press from 13 February 2003, "Demarcation of the frontier with El Salvador"
- Document I.4. Official letter 80/03 from 19 February 2003, that the Minister of Foreign Affairs of El Salvador addresses to the Minister of Foreign Affairs of Honduras with attached documentation
- (a) *Executive summary about the difficulties faced at the demarcation process until February 10th, 2003*
- (b) *Draft of a letter to be sent to the Secretary General of the Pan-American Institute of Geography and History, requesting him to determine the nature of the problems we face on the spot, and being the case, to appoint a third person to settle them*
- Document I.5. Official letter from 11 April 2003, that the Assistant Secretary General of the American States Organization addresses to the Ministers of Foreign Affairs of El Salvador and Honduras
- Document I.6. Press release issued by the American States Organization from 11 April 2003: "OAS will support the technical Demarcation of the border between El Salvador and Honduras"
- Document I.7. Official letter 115/03 from 23 April 2003 that the Minister of Foreign Affairs of El Salvador addresses to the Assistant Secretary General of OAS
- Document I.8. Press release issued by the American States Organization from 30 April 2003: "OAS will appoint a technician to help in the demarcation of the border El Salvador-Honduras"
- Document III.1. Copy of Order from the Outmost Excellent Viceroy about the reconnaissance of the coast of Nicaragua



# I

Implementation of the Judgment of  
the International Court of Justice  
of 11 September 1992

## **I. Implementation of the Judgment of the International Court of Justice of 11 September 1992**

**In the Written Observations of the Government of Honduras, Volume I, paragraphs 1.3 to 1.8, Honduras declares:**

"1.3 D'emblée, le Honduras considère nécessaire de dresser le constat suivant. La demande de révision de l'arrêt du 11 septembre 1992 a été déposée quelques heures à peine avant l'épuisement du délai décennal ménagé par le Statut de la Cour à tout Etat sollicitant de sa part la révision d'un arrêt réglant en principe de façon définitive le différend qui opposait cet Etat à l'autre partie. **Pendant les dix années écoulées depuis le prononcé de l'arrêt de la Chambre de la Cour dans l'affaire du Différend Frontalier terrestre, insulaire et maritime opposant les deux Républiques, le Honduras a vainement tenté d'amaner l'autre Partie à exécuter l'arrêt.** Des démarches ont été entreprises à différents niveaux, depuis celui de rencontres entre les deux chefs d'Etat jusqu'à celui de réunions entre les experts techniques chargés de la démarcation. Aucune n'a amené El Salvador à accepter effectivement l'arrêt de la Cour"

"1.4 **Le Honduras se voit contraint d'observer que, depuis le prononcé de l'arrêt de la Chambre de la Cour le 11 septembre 1992, la démarche et l'attitude d'El Salvador ont consisté à en prévenir à tout prix l'exécution.** Cette attitude paraît pourtant difficilement conciliable avec les engagements pris par les deux Parties à l'article 6 du « Compromis entre El Salvador et le Honduras pour soumettre à la décision de la Cour internationale de Justice le différend frontalier terrestre, insulaire et maritime existant entre les deux Etats, signé dans la ville d'Esquipulas (République du Guatemala), le 24 mai 1986 » et intitulé « Exécution de l'arrêt »<sup>2</sup>. Cet article dispose :

- « 1. Les Parties exécuteront l'arrêt de la Chambre dans son intégralité et en toute bonne foi. A cette fin, la commission spéciale de démarcation qu'elles ont établie par accord du 11 février 1986 commencera la démarcation de la ligne frontière fixée par l'arrêt, au plus tard trois mois après la date de celui-ci, et poursuivra ses travaux avec diligence jusqu'à achèvement de la démarcation.
2. A cet effet, il sera fait application des procédures établies en la matière dans l'accord sus-mentionné portant création de la commission spéciale de démarcation. »"

---

<sup>2</sup> Annexe 1.

"1.5 Certes, dans un premier temps, El Salvador exprima sa satisfaction que le différend ait été définitivement réglé par l'arrêt de 1992. El Salvador souscrivit à la déclaration conjointe du 2 juin 1994 entre les deux Présidents réunis à Choloteuca; il accepta également la Déclaration conjointe des Présidents du 10 septembre 1994, signée à San Salvador; il fit de même pour la Déclaration conjointe du 10 Septembre 1996 des Ministres des Relations extérieures signée à Guatemala; il souscrivit à la « Convention sur la nationalité et les droits acquis dans les zones délimitées par la Cour internationale de Justice du 11 septembre 1992 » ;et, enfin, à l'« Accord pour l'exécution du programme de démarcation de la frontière El Salvador-Honduras » faisant l'objet du Communiqué de Tegucigalpa du 19 janvier 1998 et de la Déclaration conjointe du même jour reconnaissant ainsi apparemment le caractère obligatoire et la validité de l'arrêt de la Chambre<sup>3</sup>."

"1.6 On doit cependant constater qu' **après cette phase positive initiale, dans un deuxième temps, El Salvador est entré en contradiction manifeste avec ses obligations et ses engagements antérieurs** y compris ceux découlant du compromis de 1986 - en inventant des difficultés aux fins de prévenir toute démarcation"

"1.7 Il est à penser, en particulier, que la décision d'El Salvador d'introduire une demande en révision a été prise en réaction immédiate à une initiative que le Honduras s' était résigné à prendre devant le refus persistant de l'autre Partie d'exécuter l'arrêt: le 18 janvier 2002, il a déposé un dossier auprès du Président du Conseil de sécurité des Nations Unies demandant l' aide et l' assistance de ce dernier en application du paragraphe 2 de l' article 94 de la Charte des Nations Unies aux fins d' assurer l'exécution et le respect de l'arrêt de 1992. Les difficultés rencontrées à l'occasion de la mise en œuvre de l'article 6 du compromis de 1986 étaient à l'origine de cette initiative du Honduras<sup>4</sup>. **La lettre au Président du Conseil de sécurité était accompagnée d'un rapport du Gouvernement du Honduras sur le comportement d'El Salvador, mettant en évidence ses actes et omissions contraires à la lettre comme à l'esprit de l'arrêt ; ceci, tant dans la totalité des secteurs de la frontière terrestre, dont aucun ne fut délimité à la suite de l'arrêt, que dans le Golfe de Fonseca et dans l'océan Pacifique**<sup>5</sup>"

---

<sup>3</sup> On pourra noter l'analogie de la situation actuelle avec celle que la Cour a connue en 1960, lorsqu'elle déclarait : « [L]e Nicaragua a, par ses déclarations expresses et par son comportement, reconnu le caractère valable de la sentence et il n'est plus en droit de revenir sur cette reconnaissance pour contester la validité de la sentence. » *Sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne le 23 décembre 1906, arrêt, C.I.J. Recueil 1960, p. 213.*

<sup>4</sup> Voir lettre DSM-23/02 du 18 janvier 2002. Annexe 2.

<sup>5</sup> Ministère des Relations extérieures de la République du Honduras. Arrêt de la Chambre de la Cour internationale de Justice relatif au *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras ; Nicaragua (intervenant))*. Rapport du Gouvernement du Honduras au Conseil de sécurité des Nations Unies sur les mesures dilatoires injustifiées relatives à son exécution, le 11 janvier 2002. Annexe 3.

**"1.8** *La demande en révision de l'arrêt déposée par El Salvador s'inscrit dans la logique d'un comportement que l'on ne peut malheureusement dépeindre que comme obstructionniste, en dépit de l'allégation contraire que ce pays énonce dans sa demande en révision: « [The request] should not be construed as a delaying tactic... »<sup>6</sup>. Il est, en particulier, tout à fait remarquable à cet égard de constater que les prétendus «faits nouveaux» découverts par El Salvador l'ont été précisément dans les six derniers mois, jour pour jour, avant l'achèvement du délai de dix ans durant lequel une demande en révision est possible. Or, la lecture de la demande en révision salvadorienne ne fournit aucune indication sur les raisons d'une découverte si tardive et si opportune à la fois pour permettre à El Salvador de déposer sa demande à quelques heures de l'épuisement du terme statutairement imparti pour permettre le dépôt d'une requête dont on redira plus loin le caractère extraordinaire."*

---

<sup>6</sup> Requête en revisión, par. 36

# DOCUMENT

## I. 1

Official letter 94/02 from 27 August 2002,  
that the Minister of Foreign Affairs  
addresses to the Security Council

Secretariat of State

**N° 94/02**

**María Eugenia Brizuela de Ávila**  
**Minister of Foreign Affairs**

**New York, August 27th, 2002.**

**Excellency:**

I have the honour to refer to Your Excellency in your character of President of the Security Council of the United Nations, concerning the letters issued by the Government of the Republic of Honduras, dated as January 22nd, 2002 and March 11th, 2002, sent under the numbers S/2002/108 and S/2002/205, respectively, relating to the accomplishment of the Judgment from the International Court of Justice, from September 11th, 2002.

In this respect, the Government of the Republic of El Salvador, always respectful about its international responsibilities, and complete and truthfully committed to the integration of the Central American Region, confirms that in no moment it has forsaken the accomplishment of its international compromises, and even though it considers that there is no reason to distract the Security Council with the presumed problems originated from the accomplishment of a Judgment that has complex contents, and which solution has to be sought by means of a negotiation between Parties, if the Security Council considers it convenient, the Government of the Republic of El Salvador has no objection as to the Security Council would hear about the request submitted by the Government of the Republic of Honduras in the letters mentioned before.

On expressing the above, I wish to transmit to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

**(Seal and signature)**

**TO HIS EXCELLENCY**  
**AMBASSADOR JOHN D. NEGROPONTE**  
**PERMANENT REPRESENTATIVE OF THE**  
**UNITED STATES OF AMERICA,**  
**PRESIDENT OF THE SECURITY COUNCIL OF THE**  
**UNITED NATIONS**



*María Eugenia Brixuela de Svila*

*Ministra de Relaciones Exteriores*

Nueva York, 27 de agosto de 2002

**EXCELENCIA:**

Tengo el honor de dirigirme a Su Excelencia en su calidad de Presidente del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas, con relación a las notas presentadas por el Gobierno de la República de Honduras, de fechas 22 de enero de 2002 y 11 de marzo de 2002, distribuidas bajo las firmas S/2002/108 y S/2002/205, respectivamente, relativas a la ejecución de la Sentencia de la Corte Internacional de Justicia de 11 de septiembre de 1992.

Al respecto, el Gobierno de la República de El Salvador, respetuoso siempre de sus responsabilidades internacionales y comprometido plena y fehacientemente con la integración de la región centroamericana, se permite confirmar que en ningún momento ha dejado de cumplir con sus compromisos internacionales contraídos, y aunque no ve razón alguna para distraer al Consejo de Seguridad con los supuestos problemas derivados de la ejecución de una Sentencia de complejo contenido, cuya solución ha de buscarse mediante la negociación entre las Partes implicadas, si el Consejo de Seguridad lo considera pertinente, el Gobierno de la República de El Salvador no tiene ninguna objeción para que el Consejo de Seguridad conozca de la solicitud presentada por el Gobierno de la República de Honduras en las comunicaciones relacionadas anteriormente.

Al hacer de su conocimiento lo anterior, deseo aprovechar la oportunidad para expresar a Su Excelencia las muestras de mi más alta consideración.



**A SU EXCELENCIA  
EMBAJADOR JOHN D. NEGROPONTE  
REPRESENTANTE PERMANENTE DE LOS  
ESTADOS UNIDOS DE AMERICA,  
PRESIDENTE DEL CONSEJO DE SEGURIDAD  
DE LAS NACIONES UNIDAS**



# DOCUMENT

## I. 2

Report from the Salvadorian press  
from 31 October 2002,

“The signposting of the border with Honduras starts”

**The first reference landmarks are placed.**

**The signposting of the border with Honduras starts.**

Both countries' commissions have already established 48 demarcation points at the six frontier ex- disputed land portions.

**Ruth Melany Cruz**

[politica@laprensa.com.sv](mailto:politica@laprensa.com.sv)

Under a burning sun, the Presidents of El Salvador and Honduras started yesterday at 10:00 a.m. the frontier demarcation of the six ex-disputed land portions which jurisdiction was solved by the International Court of Justice of The Hague, in September 1992.

At the frontier passage of El Poy, in the municipality of Citalá, on the Salvadorian side, President Francisco Flores and his Honduran colleague, Ricardo Maduro, unveiled a monument that established the initiation of the accelerated demarcation that will last eighteen months, to finish on April 30th, 2004.

The advances are accelerated, and yesterday six points in two of the land portions, Montecristo or Tepangüisir, in Santa Ana, and Las Pilas, in Chalatenango, were already marked.

Oscar Villagrán, from the Salvadorian Demarcation Commission, identified the precise places: El Zapotal, El Trifinio, Cayagüanca, Chiquito Sumpul, Las Pilas and El Poy.

All of them totalise 31 kilometres of the 178.6 that are still not signposted, and that will join the 195.9 kilometres already drawn in the field, but as a result of the General Treaty of Peace from 1980.

The six points are a reference, in order to install starting from them, the landmarks that will draw the international border in a precise manner.

The commissions have established a total of 48 demarcation points in the six land portions, including the one of Goascorán, which jurisdiction is still being disputed at The Hague by El Salvador.

Villagrán informed that 1477 monuments would be placed in the entire borderline.

The Ministers of Foreign Affairs Guillermo Pérez Cadalso from Honduras, and María Eugenia Brizuela de Ávila, from El Salvador, also participated in the ceremony.

---

# NACIÓN



## Colocan primeros mojones de referencia

### Inicia señalización de frontera con Honduras

Las comisiones de ambos países establecieron ya 48 puntos de demarcación en los seis ex bolsones fronterizos.

*Ruth Melany Cruz*  
[politica@laprensa.com.sv](mailto:politica@laprensa.com.sv)

Bajo un sol ardiente, los presidentes de El Salvador y Honduras iniciaron ayer a las 10:00 de la mañana la demarcación fronteriza de los seis bolsones de territorio cuya jurisdicción resolvió la Corte Internacional de Justicia de La Haya en septiembre de 1992.

En el paso fronterizo El Poy, en el municipio de Citalá, del lado salvadoreño, el presidente Francisco Flores y su colega hondureño, Ricardo Maduro, develaron un monumento que estableció el inicio de la demarcación acelerada que durará 18 meses, para culminar el 30 de abril de 2004.



PRIMER MOJÓN. Francisco Flores, presidente de El Salvador (izquierda), y Ricardo Maduro, de Honduras, develan una placa conmemorativa del inicio de la señalización fronteriza en los ex bolsones.

Los avances caminan a paso acelerado y ya ayer quedaron marcados seis puntos en dos de los bolsones, el de Montecristo o Tecpangüisir, en Santa Ana, y el de Las Pilas, en Chalatenango.

Óscar Villagrán, de la comisión de demarcación salvadoreña, identificó los lugares precisos: El Zapotal, El Trifinio, Cayagua, Chiquito Sumpul, Las Pilas y El Poy.

Entre ellos suman 31 kilómetros de los 178.6 que aún no están señalizados y que unirán a los 195.9 kilómetros ya trazados en el terreno, pero producto del Tratado General de Paz de 1980.

Estos seis puntos son una referencia para, a partir de ellos, instalar los mojones que dibujen con precisión el lindero internacional.

En total, las comisiones han establecido 48 puntos de demarcación en los seis bolsones, incluyendo el de Goascorán, cuya jurisdicción aún pelea El Salvador en La Haya.

Villagrán informó que en toda la línea fronteriza se erigirá 1,477 monumentos.

En la ceremonia también participaron los cancilleres Guillermo Pérez Cadalso, de Honduras, y María Eugenia Brizuela de Ávila, de El Salvador.

# DOCUMENT

## I. 3

Report from the Honduran press  
from 13 February 2003,  
“Demarcation of the frontier with El Salvador”

**“Tiempo” Journal, Honduras, February 13th, 2003.**

**Demarcation of the frontier.**

**Maduro defends his Salvadorian colleague, event though the non-fulfilment of the compromise.**

**There is not a lack of will, only technical problems, says the Honduran Head of State.**

TEGUCIGALPA.- President Ricardo Maduro does not believe that Salvadorian President Francisco Flores has disrespected his word on signing an agreement in order to demarcate the frontier, which until present day has not registered any advance.

According to the President, demarcation is being executed, and the only things that have not been accomplished are the quantitative goals, due to technical problems.

Maduro and Flores signed last October a compromise in order to demarcate the frontier in 18 months, but this has not been accomplished.

When asked about this issue, Maduro said: “The word has not been violated, the thing that has not been accomplished is the specific goal set about the 10 kilometres per month, and it is about normal technical difficulties from this kind of process”.

“I want to be very clear, it has not been a violation to the word, or the clear will expressed by Honduras and El Salvador to demarcate the frontier based on the delimitation set by the judgment from the International Court of The Hague, more than 10 years ago”, said the Head of State.

“The technical difficulties have to do, as sometimes it is normal, with the difference of a point that is established in a map by the Court, and the point that is going to be determined in the field, based on sophisticated and exact instruments that exist nowadays, such as the global positioning systems or GPS, and it is found out, for example that a difference exists in X number of metres between the point set in the map, and the judgment, that could be defined as the shore of a river or a rock”, stated the President.

Maduro said that he is confident that, on following the normal procedures, “the goals that were originally set will be reached and accomplished again”, because “we are demarcating in the field, it has not been so rapid as we would wish, and I want to be sincere and clear, but there is not a failure of will and of the promise agreed upon”.

The Honduran Head of State said the above, even though El Salvador has introduced a new obstacle for the demarcation, on pretending the demarcation to be provisory, as was recognized by the Minister of Foreign Affairs, Guillermo Pérez Cadalso. EBF.

# **NACIONALES**



## **Demarcación de la frontera**

### **Maduro defiende a su colega salvadoreño pese a incumplimiento de compromiso**

**No hay falta de voluntad, sólo problemas técnicos, dice el gobernante hondureño**

TEGUCIGALPA.-El presidente Ricardo Maduro no cree que el presidente salvadoreño, Francisco Flores, haya irrespetado su palabra al firmar un acuerdo para demarcar la frontera, que hasta la fecha no registra ningún avance.

Según el gobernante, la demarcación se está realizando y lo único es que no se han podido cumplir las metas cuantitativas por problemas técnicos.

Maduro y Flores firmaron en octubre pasado un compromiso para demarcar la frontera en 18 meses, pero no se ha cumplido.

Consultado a este respecto, Maduro dijo: "No se ha violado la palabra, lo que no se ha podido es cumplir la meta específica que se fijó de los 10 kilómetros mensuales y se trata de dificultades técnicas normales de este tipo de proceso".

"Quiero ser muy claro, no se ha violado en la palabra ni en la voluntad clara expresada por Honduras y El Salvador de demarcar la frontera en base a la delimitación fijada por la sentencia de la Corte Internacional de la Haya hace más de 10 años", afirmó el mandatario.

"Las dificultades técnicas tienen que ver, como es normal a veces, con la diferencia de un punto que se fija en un mapa por la Corte y el punto que ya se va a definir en el campo en base a instrumentos muy sofisticados y exactos que existen hoy en día, como son los sistemas de posicionamiento global o GPS que existen, y se encuentran, por ejemplo, que hay una diferencia de equis número de metros entre el punto fijado en el mapa y la sentencia que podría ser definido como la orilla de un río o un peñón", aseveró el presidente.

Maduro dijo que él tiene confianza que siguiendo los procedimientos normales se procederá "nuevamente a alcanzar y cumplir las metas que se fijaron originalmente", porque "estamos en el campo demarcando, no ha sido tan rápido como quisiéramos y en eso quiero ser franco y claro, pero tampoco hay una falla de la voluntad y la promesa que se adquirió".

El gobernante hondureño dijo lo anterior, pese a que El Salvador ha introducido un nuevo obstáculo para la demarcación, al pretender que la demarcación sea de manera provisional, como en su oportunidad lo reconoció el propio canciller Guillermo Pérez Cadalso.EBF

## **Nacionales**

**Alcalde Gonzalo Rivera:  
El Cangrejal va**

## **Nacionales**

**En la cancillería se rehúsan  
a informar sobre la  
demarcación**

## **Nacionales**

**Dedazo de Avila:  
Maestros de Yoro protestan  
nombramiento de  
directores**

## **Nacionales**

**El COHEP recibe numerosas  
quejas por abusivos cobros  
de alcaldías**

## **Nacionales**

**Secretario de la Cámara de  
Comercio  
Empresarios le temen a  
Miguel porque lo ven futuro  
presidente**

## **Nacionales**

**Casi incomunicados los  
vecinos de Los Achotes**

## **Nacionales**

**Clamor de progresesños:  
Reparen las calles, por favor**

## **Nacionales**

**Anuncia dirigente  
Hoy o mañana pagarán a los  
profesores del CURN**

## **Nacionales**

**Salud pretende contentar al  
Colegio Médico abriendo 130  
plazas a concurso**

## **Nacionales**

**DESDE LA MUNI**

# DOCUMENT

## I. 4

Official letter 80/03 from 19 February 2003, that the Minister of Foreign Affairs of El Salvador addresses to the Minister of Foreign Affairs of Honduras with attached documentation

- a) Executive summary about the difficulties faced at the demarcation process until February 10th, 2003
- b) Draft of a letter to be sent to the Secretary General of the Pan-American Institute of Geography and History, requesting him to determine the nature of the problems we face on the spot, and being the case, to appoint a third person to settle them

**Ministry of Foreign Affairs  
Republic of El Salvador**

**San Salvador, February 19th, 2003.**

**SECRETARIAT OF STATE  
DM/N° 80/03**

**MISTER MINISTER:**

I have the honour to address to Your Excellency, concerning our meeting held at the city of Panama on February 11th of the current year, in the frame of the Presidential Summit Meeting supporting the current situation that Colombia faces.

In such meeting I transmitted to Your Excellency two documents, which I enclose and identify as follows:

- 1) Executive summary about the difficulties faced at the demarcation process until February 10th, 2003;
- 2) Draft of a letter to be sent to the Secretary General of the Pan-American Institute of Geography and History, requesting him to determine the nature of the problems we face on the spot, and being the case, to appoint a third person to settle them.

With the purpose of illustrating the Pan-American Institute of Geography and History about the legal framework, it is convenient to attach to such letter, the following documents:

- 1) General Treaty of Peace between the Republics of El Salvador and Honduras dated as October 30th, 1980.
- 2) Special Agreement between the Republics of El Salvador and Honduras, to create the Special Demarcation Commission, dated as February 11th, 1986;
- 3) Compromise between Honduras and El Salvador to submit to the decision of the International Court of Justice, the Land, Island and Maritime Frontier Dispute existent between the two States, dated as May 24th, 1986.
- 4) Operative part of the Judgment dated as September 11th, 1992, related to the 5 land sectors to be demarcated.

**MOST EXCELLENT  
MR. GUILLERMO AUGUSTO PÉREZ-CADALSO ARIAS  
MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS  
OF THE REPUBLIC OF HONDURAS**



Besides, it is convenient to attach to the request we will send to the Institute, copies of the Special Demarcation Commission Minutes, where the difficulties faced at the demarcation process are stated, and which I mention as follows:

- 1) Minutes 07-2002, of the Special Commission for Demarcation (SCD), corresponding to the meeting held on November 11th, 12th, 13th, 14th, 15th and 16th, 2002, at the city of Ocotepeque, Republic of Honduras.
- 2) Minutes 08-2002, of the SCD, corresponding to the meeting held on December 2nd, 3rd, 4th, 5th, 6th and 7th, 2002, at the city of Metapán, Republic of El Salvador.
- 3) Minutes 01-2003, of the SCD, corresponding to the meeting held on January 20th, 21st, 22nd, 23rd, and 24th, 2003, at the city of Ocotepeque, Republic of Honduras.
- 4) Minutes 02-2003, of the SCD, corresponding to the meeting held on February 5th, 6th, 7th, 8th and 9th, 2003, at the city of La Palma, Republic of El Salvador.

Being the purposes of this letter and the documents I transmitted to you at Panama, to find the mechanisms that would make viable in a legal form the solution for the problems confronted in our joint purpose of demarcating during the terms agreed upon, the frontier established by the Judgment from September 11th, 1992, except for the part under revision procedures before a Special Chamber of the International Court of Justice, which will be subjected to the decision of the High Court, we are sure we will obtain in short term, from the Government of Honduras, a positive response, so that both States turn to the Pan- American Institute of Geography and History, in order for it to determine its legal competence to solve the problems issued by the contents of the Judgment, due to differences between the geographical location of the points and the corresponding coordinates.

Accept Sir, the assurances of my highest consideration and personal esteem.

**(Signature and seal)**  
**MARÍA EUGENIA BRIZUELA DE ÁVILA**  
**MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS**

**EXECUTIVE SUMMARY ABOUT THE DIFFICULTIES  
FACED IN THE PROCESS OF DEMARCATION  
UNTIL FEBRUARY 10TH, 2003.**

**I. BACKGROUND.**

- 1) In compliance with the Agreement of the Presidents of Honduras and El Salvador, dated as September 16th, 2002, taken at the city of Marcala, Republic of Honduras to develop in an eighteen month term counting from October 30th, 2002, the program of land demarcation, instructions were issued to the Special Demarcation Commission (SDC) to demarcate the land frontier, except for Section VI, being it submitted to the procedures of an application for revision submitted by El Salvador before the ICJ.
- 2) The first sector to be object of previous reconnaissance, was the zone of Tepangüisir, which was visited on November, December, and last week, at Las Pilas. As a result of the reconnaissance, it was stated in the Minutes of the SDC that both National Sections agreed that there were discrepancies between the geographical features and the coordinates mentioned in the Judgment, relating the visited points. During the last meeting, both Commissions were able and agreed to propose solutions for the discrepancy points encountered, but they came to an impasse when Honduras insisted that the discrepancies were of technical character, while El Salvador affirmed that the nature of the discrepancy was to be qualified first, in order to be able to decide if it could be proceeded technically.

**III. SYNTHESIS OF THE PROBLEM.**

Honduras considers that the problem is of a technical character, and the Salvadorian party estimates that the problem can have more legal connotations; the Ministry of Foreign Affairs of El Salvador has proposed prima facie, to elucidate if the problem's nature is technical, letting to a third person the corresponding qualification.

**IV. ADVANCE IN THE SOLUTION PROCESS.**

- 1) To solve these problems, the Presidents convened during their last private meeting with the Ministers of Foreign Relations, that both Ministers came before the OAS and the PAIGH. Nevertheless, this has not been done because of the inexistence of an agreement regarding the nature of the request that should be made. While Honduras has stated that the aim is to request for a technical engineer to solve the divergences, El Salvador considers that the main objective should be to obtain its help to determine the nature of the problem, and from that point, to request for a technical engineer.
- 2) The conversations between the Ministers of Foreign Affairs are focused on working on a proposal that conciliates the necessity of El Salvador to ensure a solid legal base, with the emphasis from Honduras to maintain us on the side of the technical solution of problems, in order to advance rapidly.

## **V. CURRENT SOLUTION PROPOSAL.**

- a) Sending a joint letter to the PAIGH, that allows confirming the technical nature of divergences and its competence to solve them; and to appoint a technician to determine the solution for the divergence encountered in every case, in order to proceed to place the monuments.
- b) Accelerating the process of reconnaissance before determining how many coincidences or discrepancies exist in all the points of the five sections to be demarcated. That way advances the work the technician would resolve.
- c) Placing monuments without delay at the points where there is an unequivocal coincidence, if they were found.

## **VI. COMMUNICATION COMPLEMENTARY MESSAGES.**

- Demonstrate that the work advances in a bi-national way. There is no unilateral delay, nor bad faith actions. The problems have arisen precisely because we have begun to work on the spot to execute the Judgment, and to demarcate.
- Bi-nationally, we are solving the natural differences and difficulties that we have found on the spot, and that are not exclusive for this process, because they have appeared in other demarcation processes before (Honduras-Nicaragua, Guatemala Belize, etc.)
- We are recurring jointly to the international qualified instances to help us to go through the demarcation process in the established timings. And we will ask for all the help and support that would be necessary along the advance of the process, if that would be required.

**DRAFT OF NOTE**

**Central America, February 11th, 2003.**

**Mister Secretary General:**

We have the honour to address to you, with the purpose of referring to the Judgment from the International Court of Justice (ICJ) issued on September, 11th, 1992, concerning the “Land, Island and Maritime Frontier Dispute, El Salvador-Honduras, Nicaragua (intervening)”.

To comply with such Judgment, on the basis of good faith and according to law, last month of September 2002, the Presidents of both Republics instructed the Special Demarcation Commission El Salvador-Honduras, to develop an accelerated program in those land zones where the demarcation is valid.

As you may know, the demarcation activities imply tasks related to the construction of landmarks, columns and perdurable monuments that allow the identification of the border in a visible and indubitable way on the field. These works are consecutively numbered, and their own geographical positions, as well as the one of the other important geographical and close related points, are marked in the final maps that both Governments approve.

Until present day, our work has been focused specially on the previous reconnaissance of the main sites or places that the referred Judgment states, the location of these is also expressed in coordinates and they are illustrated in the maps at a 1:50,000 scale provided by the Defence Mapping Agency, DMA, from the United States of America.

**Mr. Carlos A. Carballo Yáñez, Engineer  
Secretary General  
Pan-American Institute of Geography and History  
Mexico, D.F.**

**C.C.P. Dr. César Gaviria, Secretary General of OAS.**

Nevertheless, we have faced a repetitive problem when going to the frontier with the description issued by the Court, and verifying the coordinates of the geographical features with high precision GPS TRIMBLE 4000SSI equipment, we discover differences between the location of the feature and the coordinates, that sometimes surpass one hundred meters. Likewise, in other cases, we have bi-nationally searched for features referred by the Court in its judgment, discovering those are inexistent.

Considering the above exposed, and attending to the nature and competences of that Organism, we have chosen to request from you, under a common agreement, to help us with your valuable collaboration, in confirming the nature of the problems we face on the spot; and being the case, to appoint a technical engineer to determine the solutions to overcome the conditions encountered, in order to continue with the demarcation in the form and time both States have engaged to.

On informing you about the above, we remain awaiting your kind response, and we ask you to accept, Sir, the assurances of our special consideration and respect.

**Section El Salvador**

**Section Honduras**



*Ministerio de Relaciones Exteriores  
República de El Salvador*

San Salvador, 19 de febrero de 2003.

SECRETARIA DE ESTADO  
DM / No. 80/03

SEÑOR MINISTRO:

Tengo el honor de dirigirme a Vuestra Excelencia, con el propósito de referirme a nuestra cordial reunión sostenida en la ciudad de Panamá el día 11 de febrero del presente año, en el marco de la Cumbre Presidencial en apoyo a la situación que actualmente vive Colombia.

En dicha reunión hice entrega a Vuestra Excelencia de dos documentos, los cuales le acompaño e identifico así:

- 1) Resumen Ejecutivo sobre dificultades encontradas en el proceso de Demarcación al 10 de febrero de 2003;
- 2) Proyecto de Nota para ser dirigida al Secretario General del Instituto Panamericano de Geografía e Historia, a efecto de solicitarle determine la naturaleza de la problemática que enfrentamos en el terreno y en su caso, nombrar un tercero dirimente.

Con el propósito de ilustrar al Instituto Panamericano de Geografía e Historia sobre el marco jurídico de referencia, es conveniente que dicha nota sea acompañada por los documentos que a continuación le detallo:

- 1) Tratado General de Paz entre las Repúblicas de El Salvador y Honduras, de fecha 30 de octubre de 1980;
- 2) Convenio entre las Repúblicas de El Salvador y de Honduras para crear la Comisión Especial de Demarcación, de fecha 11 de febrero de 1986;
- 3) Compromiso entre Honduras y El Salvador para someter a la decisión de la Corte Internacional de Justicia la controversia fronteriza, terrestre, insular y marítima existente entre los dos Estados, de fecha 24 de mayo de 1986;
- 4) Parte resolutive de la Sentencia de 11 de septiembre 1992, en relación con los 5 sectores terrestres a ser demarcados.

Por otra parte, es conveniente acompañar a la solicitud que enviaremos al Instituto, copia de las Actas de la Comisión Especial de Demarcación, en las que constan las dificultades encontradas en el proceso demarcatorio y que detallo así:

EXCELENTÍSIMO SEÑOR LICENCIADO  
GUILLERMO AUGUSTO PÉREZ-CADALSO ARIAS  
MINISTRO DE RELACIONES EXTERIORES  
DE LA REPÚBLICA DE HONDURAS  
E.S.D.O



- 1) Acta 07-2002 de la Comisión Especial de Demarcación (CED), correspondiente a reunión celebrada los días 11, 12, 13, 14, 15 y 16 de noviembre de 2002, celebrada en la ciudad de Ocotepeque, República de Honduras.
- 2) Acta 08-2002 de la CED, correspondiente a reunión celebrada los días 2, 3, 4, 5, 6 y 7 de diciembre de 2002, celebrada en la ciudad de Metapan, República de El Salvador;
- 3) Acta 01-2003 de la CED, correspondiente a reunión celebrada los días 20, 21, 22, 23 y 24 de enero de 2003, celebrada en la ciudad de Ocotepeque, República de Honduras;
- 4) Acta 02-2003 de la CED, correspondiente a reunión celebrada los días 5, 6, 7, 8 y 9 de febrero de 2003, celebrada en la ciudad de La Palma, República de El Salvador.

Siendo el objeto y el propósito de esta nota y de los documentos que le entregué en Panamá, el de buscar los mecanismos que jurídicamente viabilicen la solución de los problemas que se nos han presentado, en nuestro propósito común de demarcar dentro de los plazos acordados la frontera delimitada en la Sentencia del 11 de septiembre de 1992, con excepción de la parte en Proceso de Revisión ante una Sala Especial de la Corte Internacional de Justicia, la cual quedará sujeta a lo que resuelva el alto Tribunal, estamos seguros de obtener del ilustrado Gobierno de Honduras a un breve plazo, una respuesta favorable, a fin de que ambos Estados acudamos al Instituto Panamericano de Geografía e Historia, a efecto de que él determine su competencia jurídica para resolver la problemática generada por el contenido de la Sentencia, al existir diferencias entre la localización geográfica de los puntos y las correspondientes coordenadas.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia las muestras de mi alta consideración y estima personal.



*M. Eugenia Brizuela de Ávila*  
MARÍA EUGENIA BRIZUELA DE ÁVILA  
MINISTRA DE RELACIONES EXTERIORES

## **RESUMEN EJECUTIVO SOBRE DIFICULTADES ENCONTRADAS EN EL PROCESO DE DEMARCACIÓN AL 10 DE FEBRERO DE 2003.**

### **I. ANTECEDENTES.**

1. En cumplimiento del Acuerdo de los Señores Presidentes de Honduras y de El Salvador de fecha 16 de septiembre de 2002, adoptado en la ciudad de Marcala, República de Honduras de ejecutar en un plazo de dieciocho meses el programa de demarcación terrestre a partir del 30 de octubre de 2002, se impartieron instrucciones a la Comisión Especial de Demarcación (CED) para demarcar la frontera terrestre, no incluyendo la Sección VI por estar sometida a proceso de solicitud de revisión por parte de El Salvador ante la CIJ.

2. El primer sector objeto de reconocimiento previo fue la zona de Tepangüisir que se visitó en noviembre, diciembre y la semana pasada en Las Pilas. Como resultado del reconocimiento se hizo constar en actas de la CED que ambas Secciones Nacionales coincidían en que existen discrepancias entre los accidentes geográficos y las coordenadas señaladas en la Sentencia con respecto a los puntos visitados. En la última reunión, ambas Comisiones fueron capaces y coincidieron en proponer soluciones para puntos de discrepancia encontrados, pero llegaron a un impasse al insistir Honduras en que las discrepancias son técnicas y al sostener El Salvador que debe calificarse primero la naturaleza de la discrepancia para poder decidir si se procede técnicamente.

### **III. PROBLEMÁTICA EN SINTESIS**

Honduras considera que el problema es de orden técnico y la parte salvadoreña ha estimado que el problema puede tener además connotaciones jurídicas, la Cancillería de El Salvador ha propuesto que prima facie se dilucide si la naturaleza del problema es técnica, sometiendo al dictamen de un tercero la calificación correspondiente.

### **IV. PROCESO DE SOLUCION ENCAMINADO**

1. Para resolver esta problemática, los Señores Presidentes convinieron en su última reunión privada con los Cancilleres, que ambos Cancilleres acudieran a la OEA y al IPGH; no obstante, ello no se ha efectuado por no existir aún acuerdo en cuanto a la naturaleza de la solicitud a efectuarse. Mientras que Honduras ha planteado que el objetivo es solicitar un ingeniero técnico para dirimir divergencias, El Salvador entiende que el objetivo primario debe ser para que nos auxilie a determinar naturaleza del problema y a partir de ello solicitar un técnico ingeniero.

2. Las conversaciones entre Cancilleres tienen por objeto trabajar en una propuesta de redacción que concilie la necesidad de El Salvador de asegurarse un asidero jurídico sólido, con el énfasis que Honduras ha puesto en mantenernos del lado de la solución técnica de los problemas, a fin de avanzar con celeridad.

### **V. PROPUESTA ACTUAL DE SOLUCION.**



- a.) Enviar nota conjunta al IPGH, que permita confirmar la naturaleza técnica de las divergencias y su competencia para resolverlas, y nombrar un técnico que determine solución a la divergencia encontrada en cada caso para proceder a monumentar.
- b.) Dar celeridad al proceso de reconocimiento previo para determinar en qué medida existen coincidencias o discrepancias en todos los puntos de las cinco secciones a demarcarse. Con ello se avanza el trabajo que el técnico resolvería.
- c.) Monumentar sin dilación los puntos en donde haya coincidencia inequívoca, si se encontrasen.

## **VI. MENSAJES COMUNICACIONALES COMPLEMENTARIOS.**

- Mostrar que trabajo en campo avanza binacionalmente. No hay dilación unilateral ni se actúa de mala fe. Los problemas que han surgido han aparecido precisamente porque hemos entrado a trabajar en el terreno a ejecutar la Sentencia y a demarcar.
- Binacionalmente estamos resolviendo las naturales diferencias y dificultades que hemos encontrado en el terreno, y que no son privativas de este proceso, ya en otros procesos demarcatorios se han presentado antes (Honduras-Nicaragua, Guatemala-Belice, etc.).
- Estamos acudiendo conjuntamente a las instancias internacionalmente calificadas para auxiliarnos a sacar adelante el proceso de demarcación en los tiempos que nos hemos establecido. Y solicitaremos todo el auxilio y apoyo que sea necesario conforme sigamos avanzando en el proceso si así se requiere.

## **PROYECTO DE NOTA**

Centroamérica, febrero 11 de 2003

### **Señor Secretario General:**

Tenemos el honor de dirigirnos a Usted, con el propósito de referirnos a la Sentencia que la Corte Internacional de Justicia (CIJ) emitió el día 11 de septiembre de 1992, en torno al "Diferendo Fronterizo Terrestre Insular y Marítimo, El Salvador-Honduras, Nicaragua (interviniendo)".

Para dar cumplimiento a dicha Sentencia, con base en la buena fe y apego a derecho, el pasado mes de septiembre de 2002 los Señores Presidentes de ambas Repúblicas instruyeron a la Comisión Especial de Demarcación El Salvador-Honduras, que realizara un programa acelerado de demarcación en aquellas zonas terrestres donde procede la delimitación.

Como es de su conocimiento, las actividades demarcatorias implican labores relativas a la construcción de mojoneras, columnas y monumentos perdurables que permitan identificar de manera visible e indubitable en el terreno la línea fronteriza; estas obras son numeradas consecutivamente y su posición geográfica propia, así como la de los puntos geográficos importantes y cercanos con ellos relacionados, se anotan en los mapas finales que aprueban ambos Gobiernos.

A la fecha, nuestro trabajo, se ha centrado especialmente en el reconocimiento previo de los sitios o parajes principales que señala la aludida Sentencia, la ubicación de estos también se expresa en coordenadas y están ilustradas en las cartas escala 1:50,000 que suministró la Defense Mapping Agency, DMA, de Estados Unidos de América.

**Señor Ingeniero  
Don Carlos A. Carballo Yánez  
Secretario General  
Instituto Panamericano de Geografía e Historia  
México, D.F.**

**C.C.P. Doctor César Gaviria, Secretario General de la OEA.**

No obstante, nos hemos enfrentado con una problemática repetitiva al constituirnos en la frontera con la descripción que da la Corte y verificar las coordenadas de los accidentes geográficos con equipo de alta precisión GPS TRIMBLE 4000SSI, al descubrir diferencias entre la ubicación del accidente y la coordenada que en algunos casos sobrepasan los cien metros. Asimismo, en otros casos, hemos buscado binacionalmente accidentes a los que la Corte hizo referencia en su Sentencia descubriendo que estos son inexistentes.

En vista de lo expuesto, y en atención a la naturaleza y competencias de ese Organismo, hemos escogido solicitarle, de común acuerdo, se sirva prestarnos su valiosa colaboración en el sentido de confirmar la naturaleza de la problemática que enfrentamos en el terreno y, en su caso, nombrar un técnico ingeniero que determine soluciones para superar las condiciones encontradas a fin de proceder con la demarcación en la forma y plazos a los que ambos Estados nos hemos comprometido.

Al hacer de su conocimiento lo anterior, quedamos a la espera de su apreciable respuesta, ocasión que aprovechamos para patentizarle las muestras de nuestra especial consideración y respeto.

**Sección El Salvador**

**Sección Honduras**

# DOCUMENT

## I. 5

Official letter from 11 April 2003, that the Assistant Secretary General of the American States Organization addresses to the Ministers of Foreign Affairs of El Salvador and Honduras

**American States Organization  
Washington, D.C.**

April 11th, 2003.

**The Assistant  
Secretary General**

Most Excellent Minister,  
And Most Excellent Secretary of State:

I have the honour to refer to Your Excellences concerning the requests the governments of El Salvador and Honduras presented to the Pan-American Institute of Geography and History (PAIGH) on March 10th and 12th, 2003, respectively, which copies were sent to the Secretary General of OAS.

The Institute has considered appropriated that the General Secretariat of OAS should answer to the requests of both governments.

Therefore, the Secretariat has performed a revision of the requests, as well as Article 25 of the General Treaty of Peace of 1980, which grants the PAIGH specific responsibilities to solve technical differences.

According to the above, the General Secretariat would request from PAIGH to appoint a technical engineer to settle when differences may occur at the Special Demarcation Commission El Salvador – Honduras, in purely engineering issues, for example, when the geodesic coordinates contained in the judgment of the International Court of Justice do not correspond to the geographic features mentioned in the same. The said technical engineer must be appointed in a common agreement with both governments, and must satisfy the requirements mentioned in Article 25 of the General Treaty of Peace.

Accept Sirs, the assurance s of my highest consideration.

**(signature)**

**Luigi R. Einaudi**

**In charge of the General Secretariat**

**Most Excellent  
Mrs. María Eugenia Brizuela de Ávila  
Minister of Foreign Affairs  
of the Republic of El Salvador**

**Most Excellent  
Mr. Guillermo Pérez Cadalso Arias  
Secretary of State at the  
Office of Foreign Affairs  
Republic of Honduras**

**cc. Mr. César Gaviria**

ORGANIZACIÓN DE LOS ESTADOS AMERICANOS  
WASHINGTON, D. C.

11 de abril de 2003

El SECRETARIO GENERAL  
ADJUNTO

Excelentísima señora Ministra,  
y Excelentísimo señor Secretario de Estado:

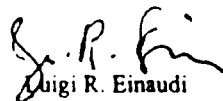
Tengo el honor de dirigirme a Vuestras Excelencias con relación a las solicitudes que los gobiernos de El Salvador y de Honduras hicieron al Instituto Panamericano de Geografía e Historia (IPGH) los días 10 y 12 de marzo de 2003, respectivamente, copias de las cuales fueron remitidas al Secretario General de la OEA.

El Instituto ha considerado apropiado que sea la Secretaría General de la OEA que conteste las solicitudes de los dos gobiernos.

En este sentido, la Secretaría ha revisado las solicitudes, así como el Artículo 25 del Tratado General de Paz de 1980, el cual otorga al IPGH responsabilidades específicas para resolver diferencias de orden técnico.

En virtud de lo expuesto, la Secretaría General solicitará al IPGH que nombre un ingeniero técnico para dirimir cuando haya diferencias dentro de la Comisión Especial de Demarcación El Salvador-Honduras en cuestiones puramente de ingeniería, por ejemplo, cuando las coordenadas geodésicas contenidas en la sentencia de la Corte Internacional de Justicia no corresponden a los accidentes geográficos mencionados en la misma. Dicho ingeniero técnico deberá ser nombrado de común acuerdo con los dos gobiernos, y deberá cumplir los requisitos mencionados en el Artículo 25 del Tratado General de Paz.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.




Luigi R. Einaudi  
A cargo de la Secretaría General

Excelentísima señora  
María Eugenia Brizuela de Ávila  
Ministra de Relaciones Exteriores  
de la República de El Salvador

Excelentísimo señor  
Guillermo Pérez Cadalso Arias  
Secretario de Estado en el Despacho  
de Relaciones Exteriores  
República de Honduras

cc. Dr. César Gaviria



Eloy Rodríguez  
Secretario  
Relaciones Exteriores

Recibido por:

Hora:

Fecha:

16.00 horas  
11 ABR. 2003

# DOCUMENT

## I. 6

Press release issued by the  
American States Organization from 11 April 2003:  
“OAS will support the technical Demarcation of the  
border between El Salvador and Honduras”



**Organization of American States**  
**[www.oas.org](http://www.oas.org)**

**E-083/03**

**April 11, 2003**

---

**OAS WILL SUPPORT TECHNICAL DEMARCATION OF BORDER  
BETWEEN EL SALVADOR AND HONDURAS**

The Assistant Secretary General of the Organization of American States (OAS), Ambassador Luigi R. Einaudi, has responded to requests made by the Governments of El Salvador and Honduras to the Pan American Institute of Geography and History (PAIGH) concerning the demarcation of their border.

In a letter delivered personally to the Foreign Ministers of El Salvador, María Eugenia Brizuela de Ávila, and Honduras, Guillermo Pérez-Cadalso Arias, Ambassador Einaudi explained that the OAS General Secretariat will ask the PAIGH to appoint a technical engineer to resolve any differences that may arise within the El Salvador-Honduras Special Demarcation Commission--for example, when geodesic coordinates specified in the judgment of the International Court of Justice do not correspond to the geographic features mentioned in that judgment.

The foreign ministers came to the OAS to receive the news after accompanying their presidents to a White House meeting with President George W. Bush to discuss the United States-Central America Free Trade Agreement.

"The demarcation of this border is a highly important achievement that will contribute directly to enhancing integration in Central America and accelerate the economic and social development of its peoples," said Ambassador Einaudi. The intent, added the Assistant Secretary General, is that the expert join the El Salvador-Honduras Special Demarcation Commission in time to attend its next meeting, scheduled for May 5.

In 1992, the International Court of Justice issued a ruling regarding the border between El Salvador and Honduras. In September of last year, the Presidents of El Salvador, Francisco Flores, and Honduras, Ricardo Maduro, pledged to complete the demarcation of their border within 18 months.





**Organización de los Estados Americanos**  
**[www.oas.org](http://www.oas.org)**

**E-083/03**

**11 de abril, 2003**

---

**OEA APOYARÁ DEMARCACIÓN TÉCNICA DE LA FRONTERA ENTRE  
EL SALVADOR Y HONDURAS**

El Secretario General Adjunto de la OEA, Embajador Luigi R. Einaudi, respondió a las solicitudes que los gobiernos de El Salvador y de Honduras hicieron al Instituto Panamericano de Geografía e Historia (IPGH) con relación a la demarcación de su frontera común.

En una carta entregada personalmente a los Cancilleres de El Salvador, María Eugenia Brizuela de Ávila, y de Honduras, Guillermo Pérez-Cadalso Arias, el Embajador Einaudi explicó que la Secretaría General de la OEA solicitará al IPGH que nombre un ingeniero técnico para dirimir cuando haya diferencias dentro de la Comisión Especial de Demarcación El Salvador-Honduras en cuestiones puramente de ingeniería, por ejemplo, cuando las coordenadas geodésicas contenidas en la sentencia de la Corte Internacional de Justicia no correspondan a los accidentes geográficos mencionados en la misma.

Los Cancilleres acudieron a la OEA para recibir la noticia luego de acompañar a sus Presidentes en la reunión celebrada en la Casa Blanca con el Presidente George W. Bush para discutir el Tratado de Libre de Comercio de Centroamérica-Estados Unidos.

"La demarcación de esta frontera es un logro de suma importancia que contribuirá directamente a profundizar la integración centroamericana y a acelerar el desarrollo económico y social de sus pueblos", dijo el Embajador Einaudi. El Secretario General Adjunto añadió que la intención es que el técnico se integre a la Comisión Especial de Demarcación El Salvador-Honduras a tiempo para participar en su próxima reunión a celebrarse el 5 de mayo.

La Corte Internacional de Justicia emitió un fallo en 1992 relacionado a la frontera entre El Salvador y Honduras. En septiembre del año pasado los Presidentes de El Salvador, Francisco Flores, y de Honduras, Ricardo Maduro, se comprometieron a cumplir la demarcación de la frontera dentro de los 18 meses.

# DOCUMENT

## **I. 7**

Official letter 115/03 from 23 April 2003  
that the Minister of Foreign Affairs  
of El Salvador addresses to the Assistant  
Secretary General of OAS

**Secretariat of State**  
N° 115/03

**María Eugenia Brizuela de Ávila**  
**Minister of Foreign Affairs**

**San Salvador, April 23rd, 2003.**

**Mister Assistant Secretary:**

By these particulars we would like to express to you our satisfaction with your letter dated as 11 of this month, concerning the requests the governments of El Salvador and Honduras made last month to the Pan-American Institute of Geography and History.

We reassert the acceptance concepts expressed during the meeting held at Washington, D.C. during last 10th, at the headquarters of the OAS, in which were also present the Secretary of State at the Office of Foreign Affairs of the Republic of Honduras, and their Ambassador before the OAS, having that Organization defined, that the appointment of a technical engineer is valid to solve the differences at the realm of the Special Demarcation Commission El Salvador - Honduras, in purely engineering issues, for example, when geodesic coordinates contained in the judgment issued by the International Court of Justice do not correspond to the geographic features mentioned in the same, which was exactly our concern.

Considering that such technical engineer should be appointed by a common agreement by both States, and should satisfy the requirements mentioned in Article 25 of the General Treaty of Peace, as you mention it in your letter, we ratify by means of this letter, the agreed before your presence, along with the Most Excellent Representative of the Government of our sister, the Republic of Honduras, to accept the appointment of the technician from your institution, as long as he complies with the profile we jointly agreed upon. Our country is prepared to continue with the demarcation process, with the presence of the technical engineer that would be appointed, on next May 5th, in situ, as we agreed.

Today I'm sending a copy of this letter to the Secretary of State at the Office for Foreign Affairs of the Republic of Honduras, for his knowledge.

Accept Sir, the assurances of my highest consideration and personal esteem.

(Seal and Signature)

**Ambassador**  
**Mr. Luigi R. Einaudi**  
**Assistant Secretary General of the**  
**Organization of American States**  
**Washington, D.C.**

**c.c. Most Excellent**  
**Mr. Guillermo Pérez-Cadalso Arias**  
**Minister of Foreign Affairs**  
**Republic of Honduras.**

Secretaría de Estado  
No. 115/03



*Maria Eugenia Brixuela de Avila*  
*Ministra de Relaciones Exteriores*

San Salvador, 23 de abril de 2003

**SEÑOR SECRETARIO ADJUNTO:**

Por este medio deseamos manifestar a Usted nuestra complacencia con su nota del 11 de los corrientes relativa a las solicitudes que los gobiernos de El Salvador y de Honduras hicieron al Instituto Panamericano de Geografía e Historia el mes pasado.

Reiteramos los conceptos de aceptación vertidos en la reunión que sostuvieramos en Washington, D.C. el día 10 pasado en la sede de la OEA en la cual estuvieron también presentes el Secretario de Estado en el Despacho de Relaciones Exteriores de la Republica de Honduras y su Embajador ante la OEA, habiendo definido esa Organización, que es procedente el nombramiento de un ingeniero técnico para dirimir las diferencias dentro de la Comisión Especial de Demarcación El Salvador-Honduras en cuestiones puramente de ingeniería, por ejemplo, cuando las coordenadas geodesicas contenidas en la sentencia de la Corte Internacional de Justicia no corresponden a los accidentes Geográficos mencionados en la misma, lo cual era exactamente nuestra inquietud.

Dado que dicho ingeniero técnico deberá ser nombrado de común acuerdo por los dos gobiernos y deberá cumplir los requisitos mencionados en el Artículo 25 del Tratado General de Paz, tal como usted lo señala en su nota, ratificamos por medio de ésta lo acordado en su presencia con el Excelentísimo Representante del Gobierno de la hermana Republica de Honduras, de aceptar el nombramiento del técnico que haga su Institución siempre y cuando llene el perfil que acordamos conjuntamente. Nuestro país está preparado para continuar el proceso de demarcación con la presencia del ingeniero técnico que sea nombrado, el día 5 de mayo próximo in situ, tal como acordamos.

En esta fecha estoy enviando copia de esta nota al Secretario de Estado en el Despacho de Relaciones Exteriores de la Republica de Honduras para su conocimiento.

Sin otro particular aprovecho la oportunidad para presentarle las altas muestras de consideración y estima personal.

Señor Embajador  
Don Luigi R. Einaudi  
Secretario Adjunto de la  
Organización de Estados Americanos  
Washington, D.C.



c.c. Excelentísimo Señor  
Guillermo Pérez-Cadalso Arias  
Ministro de Relaciones Exteriores  
República de Honduras

# DOCUMENT

## I. 8

Press release issued by the American States

Organization from 30 April 2003:

“OAS will appoint a technician to help in  
the demarcation of the border  
El Salvador – Honduras”



**Organization of American States**  
**[www.oas.org](http://www.oas.org)**

**E-095/03**

**April 30, 2003**

**OAS APPOINTS TECHNICAL EXPERT TO ASSIST IN  
DEMARCATION OF EL SALVADOR-HONDURAS BORDER**

The OAS Assistant Secretary General, Ambassador Luigi R. Einaudi, announced today the appointment of Mr. John Gates as a technical expert to facilitate the demarcation of the border between El Salvador and Honduras.

On April 11, the Assistant Secretary General informed the two governments that a technical expert would be appointed to help resolve problems encountered by the Special El Salvador-Honduras Border Demarcation Commission. This would be done exclusively on engineering problems, for example, when the geodesic coordinates referred to in the judgment of the International Court of Justice do not correspond to the geographic features mentioned in the same document.

Mr. Gates has worked for the U.S. Government for more than 20 years as a geodesic and cartography expert. He has vast experience in Latin America and has held posts in Chile, Ecuador, Peru, and Panama. He was a key member of the technical and legal experts group that drew up the proposal for delimiting the border between Peru and Ecuador, which was accepted and implemented by the two countries as part of their efforts to solve their longstanding territorial dispute.

Mr. Gates will perform his current task as an expert of the Pan American Institute of Geography and History, a specialized organ of the Organization of American States. He will meet with the members of the Special El Salvador-Honduras Border Demarcation Commission on May 5 to begin his work.

In 1992, the International Court of Justice issued a ruling regarding the border between El Salvador and Honduras. In September of last year, the Presidents of El Salvador, Francisco Flores, and Honduras, Ricardo Maduro, pledged to complete the demarcation of their border within 18 months.

[http://www.oas.org/library/mant\\_press/press\\_release.asp?sCodigo=E-095/03](http://www.oas.org/library/mant_press/press_release.asp?sCodigo=E-095/03) 30/05/03



**Organización de los Estados Americanos**  
**[www.oas.org](http://www.oas.org)**

**C-095/03**

---

**30 de abril, 2003**

**OEA NOMBRA EXPERTO TÉCNICO PARA APOYAR EN LA DEMARCACIÓN  
DE LA FRONTERA EL SALVADOR-HONDURAS**

El Secretario General Adjunto de la OEA, Embajador Luigi R. Einaudi, anunció hoy el nombramiento del señor John Gates como experto técnico para facilitar la demarcación de la frontera entre El Salvador y Honduras.

El pasado 11 de abril, el Secretario General Adjunto informó a los dos gobiernos que se nombraría un ingeniero técnico para resolver diferencias dentro de la Comisión Especial de Demarcación El Salvador-Honduras en cuestiones puramente de ingeniería, por ejemplo, cuando las coordenadas geodésicas contenidas en la sentencia de la Corte Internacional de Justicia no correspondan con los accidentes geográficos mencionados en la misma.

El Sr. John Gates ha trabajado por más de veinte años como experto geodésico y cartógrafo para el gobierno de los Estados Unidos. Ha tenido una amplia experiencia en América Latina, y ocupado cargos en Chile, Ecuador, Perú y Panamá. El Sr. Gates fue un miembro clave del grupo de expertos técnico y legal que formuló la propuesta para la delimitación de la frontera Perú-Ecuador, la cual fue aceptada y puesta en práctica por esos dos países como parte de sus esfuerzos para solucionar su conflicto territorial de larga data.

Gates desempeñará su presente labor como experto del Instituto Panamericano de Geografía e Historia, Órgano Especializado de la Organización de los Estados Americanos, y se reunirá el próximo 5 de mayo con los miembros de la Comisión Especial de Demarcación El Salvador-Honduras para iniciar sus funciones.

La Corte Internacional de Justicia emitió un fallo en 1992 relacionado a la frontera entre El Salvador y Honduras. En septiembre de 2002, los Presidentes de El Salvador, Francisco Flores, y de Honduras, Ricardo Maduro, se comprometieron a cumplir la demarcación de la frontera dentro de 18 meses.

# DOCUMENT

## **III. 1**

Copy of the Order from the Outmost Excellent Viceroy  
about the reconaissance of the coast of Nicaragua



### **III. Reports about the Diary and the Cartography of the El Activo Brigantine expedition**

**In the Written Observations of the Government of Honduras, Volume II, Annex 4, "Report of the Diary and Cartography of the Gulf of Amapala established during the expedition of the El Activo Brigantine, by Luisa Martin-Meras, chief of the Cartography Section of the Naval Museum of Madrid", paragraph 7 Honduras declares:**

**"7. Le Vice-Roi Revillagigedo recut d'Espagne l'ordre d'organiser avec l'aide des officiers du département naval de San Blas de Nayarit l'expédition qui permettrait de compléter le travail cartographique que l'expédition Malaspina n'avait pu achever"<sup>18</sup>.**

*Il s'agit des seules cartes dressées par les officiers et les pilotes du brigantin El Activo, fruit du relevé cartographique rigoureux réalisé au temps de la colonie<sup>19</sup>"*

---

<sup>18</sup> **" Copie de l'ordre de l'Excellentissime Vice-Roi pour la reconnaissance de la côte du Nicaragua. Mexico, le 7 déc. 1793 », MN. Ms. 280, feuilles 167 a 170. Annexe 1.**

<sup>19</sup> *Le reste des cartes et plans de l'époque sur cette région se limitèrent à copier la cartographie existante. Nous croyons que la carte de William Funnell de 1707 est un de ces cas. Funnell accompagnait le capitaine Dampier dont le bateau jeta l'ancre dans le Golfe d'Amapala le 5 février 1705 et redémarra le même mois après la désertion de Funnell et d'autres membres de l'équipage. Il semble donc peu probable qu'il ait eu le temps ni même la possibilité de créer des cartes originales complètes de ce territoire. (Voir Rêquete en révision, Annexes cartographiques, p. 11).*

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

AFFAIRE DE LA DEMANDE EN REVISION DE L'ARRÊT DU  
11 SEPTEMBRE 1992 EN L'AFFAIRE DU DIFFEREND  
FRONTALIER TERRESTRE, INSULAIRE ET MARITIME  
(EL SALVADOR/HONDURAS; NICARAGUA (INTERVENANT))

(EL SALVADOR c. HONDURAS)

**OBSERVATIONS ECRITES DU GOUVERNEMENT DU  
HONDURAS**

DOCUMENTS ORIGINAUX DES ANNEXES

1<sup>er</sup> AVRIL 2003

## ANEXO I

"Copia de orden del Exmo. Sr. Virrey sobre reconocimiento de la costa de Nicaragua. México 7 de Diciembre de 1793". MN. Ms. 280, fol. 167-170.

espero ver cumplido con la ma  
yor eficacia y exactitud.

Dias que a Vm. m. a.

México y el Diciembre del 1793.

Revilla Gigedo: Sr. Comandante en

dentad. D. M. Blas.

Copia

de orden del Excmo. Sr. Virrey

Sobre reconocimientos de la

Costa de

Nicaragua.



Este tomo tercio ciento y setenta

Mex

7.9.

El reconocimiento de esta que debe  
hacerse en virtud de mi Orden de 21  
de Mayo último hará, enñe so-  
lamente al box que media entre  
el Arpuelo, y Bonconate recorriéndole, ab-  
errando la abstracción de las principa-  
les punta, los rursos de las Puer-  
tas y leontara exactamente la carta.

El Gafete Chupula, debe mi-  
nime como secundario y aunque no  
se camine con extrapularidad, pre-  
hacer tomarse con ideas capaces de  
formar concepto de el.

Esto se debe entender ahora

Puertos' Guis, y demarcarlos en  
la Carta.

Se facilitaron al Comandante  
los instrumentos Astronómicos que  
se hallan depositados en el Museo  
con formal inventario de su co-  
tado, por si se le ocurre usar  
de ellos.

Exigíase sus particulares inscrip-  
ciones para el registro interior de  
la Compañía y su mejor desem-  
peño y concludida dirijirá á mis  
manos los datos y Planos para  
hacer de ellos el uso que corres-

110 X  
pondár.

Sobre estos principios encargara  
Un. el mando de ambos Buques  
al expedito Teniente de Navio D.  
Salvador Estuñeréz cuidando Dr.  
de acuerdo con el Comisario de la  
pronta civilizacion de viveres p.  
q. no se quede un punto la es-  
ta, luego que llegue la Fragata  
concepcion de Loreto, haciendo D.  
de Melendez por su parte las  
adventuradas que considere corres-  
pónder para el mas aventado a  
Sempeño de este encargo que

el ramamiento a las Islas de  
Cocos, ni otros que median entre  
el Surinero y Guayaguayare y mucho  
menos impedir la Navegacion hasta  
el Teru en que no puede pensarse  
por que la Inmision de Subterranos  
y canchis prohibi conseguirse por  
Cabite de los que trata vender a  
la Real Hacienda, la Compania  
Africana.

Para el viaje han de destinarse  
se la Fragata compasion y una  
Goleta con sus correspondientes aban  
chas y Botes y ambos Duques.

hacende ir al mando del Teniente  
de Navio Don Salvador Mendez  
guardando siempre la posible conser-  
va encargandose el mando de la  
Goleta al primer Alote Don Gonzalo  
Lopez de Alaro.

Facilitados de lo necesario da-  
ran vela de San Blas en todo En.  
proximo venidero para Tampulco, alli  
se armará la Fragata con la Anti-  
llera que dejó la Getrudis, y dara  
principio a su Comision lo mas ce-  
ca de Sierra que sea posible para  
Requirir todas las enseñadas de

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

**AFFAIRE DE LA DEMANDE EN REVISION DE L'ARRÊT DU  
11 SEPTEMBRE 1992 EN L'AFFAIRE DU DIFFEREND FRONTALIER  
TERRESTRE, INSULAIRE ET MARITIME  
(EL SALVADOR/HONDURAS; NICARAGUA (INTERVENANT))**

**(EL SALVADOR c. HONDURAS)**

**OBSERVATIONS ECRITES DU GOUVERNEMENT DU  
HONDURAS**

ANNEXES

VOLUME II

1<sup>er</sup> AVRIL 2003



## ANNEXE I

**« Copie de l'ordre de l'Excellentissime Vice-Roi sur la reconnaissance de la côte du Nicaragua. Mexico, 7 déc. 1793 » MN. Ms. 280, feuilles 167 à 170.**

J'espère avoir réalisé ma mission avec la plus grande efficacité et exactitude.

Mexico, le 7 décembre 1793.

Revilla Gigedo. M. le Commandant San Blas.

3<sup>ème</sup> Tome – cent soixante-dix folios – signature Z.G.

### COPIE DE L'ORDRE DE S.E. LE VICE-ROI PORTANT SUR LA RECONNAISSANCE DE LA COTE DU NICARAGUA

La reconnaissance de la côte devant être effectuée en vertu de l'Ordre rendu par moi le 21 mai dernier devra porter uniquement sur la partie située entre Acapulco et Sonsonate, qui devra être parcourue en observant la latitude des principaux points, les marées des Ports et en dressant fidèlement la Carte correspondante.

Le Golfe d'Amapala doit être considéré comme étant secondaire et bien qu'il n'ait pas à être examiné avec précision, il devra être étudié de manière à ce qu'on en obtienne une image suffisante.

Il ne doit pas être maintenant ...<sup>1</sup>

... des Ports ou des Fleuves et de les fixer sur les cartes.

Il sera remis au Commandant les instruments astronomiques déposés à San Blas, avec inventaire formel de ceux-ci pour le cas où l'un ou l'autre d'entre eux subirait tout incident.

Les instruments particuliers seront réglés pour le régime intérieur de l'expédition et afin de donner les meilleurs résultats possibles et il me sera remis en

---

<sup>1</sup>Texte apparemment tronqué (N.D.T)

mains propres les journaux de bord et les plans afin qu'il en soit fait l'usage correspondant.

Le Commandement des deux vaisseaux sera confié au Lieutenant de Vaisseau, Don Salvador Melendez, qui se chargera avec le commissaire de l'approvisionnement en vivres afin qu'il n'y ait aucun retard, dès l'arrivée de la Frégate à Concepcion de Loreto, le Commandant de Melendez devant effectuer les avertissements qu'il jugera nécessaires afin que soit accomplie au mieux la présente mission...<sup>2</sup>

...la reconnaissance des Iles de Cocos et des autres îles se trouvant entre le ...illisible., et Galapagos et encore moins de se rendre au Pérou, ce qui ne peut être envisagé, vu que l'approvisionnement en ..2 mots illisibles., pourra être obtenu par Cabite que cherche à vendre à la Real Hacienda (Finances Royales) la Compañia Asiatica (compagnie asiatique).

Sont mises à disposition pour ce voyage la Frégate *Concepción* et une Goélette avec les embarcations et canots correspondants et les deux vaisseaux seront sous le commandement du Lieutenant de Vaisseau Don Salvador Melendez, les deux vaisseaux naviguant de conserve, le commandement de la goélette étant confié en tant que de besoin au Pilote Don Gonçalo Lopes de Flaxo.

Dûment habilités les susdits mettront les voiles dans un proche avenir à destination d'Acapulco où ils chargeront l'artillerie qui a été laissée par le *Gestrudis* et ils réaliseront leur mission le plus près possible de la côte afin de pouvoir enregistrer toutes les criques ...<sup>3</sup>

---

<sup>2</sup> Texte tronqué

<sup>3</sup> Idem (N.D.T)

**Copy**  
**Of the Order from the Outmost Excellent Viceroy**  
**about the reconaissance of**  
**the coast of Nicaragua**

The reconnaissance of the coast that has to be made by virtue of my order from the last May 21st has been limited to the portion located between Acapulco and Sonsonate, traveling through it, observing the latitudes of the main points, the tides of the Ports, and exactly drawing the chart.

The Gulf of Amapala has to be considered as secondary, and even though it is not meticulously surveyed, an idea has to be taken about it so that it would be able to have a concept about it.

The reconnaissance has not to be extended now to the Islands of Cocos, nor others that are situated between Realejo and Galápagos, and even less, the navigation until Peru has not to be even thought about, because the provisions of goods and riggings can be obtained through the ones the Asian Company tries to sell to the Royal Treasury.

The Concepción Frigate has to be dedicated to the travel, as well as a Schooner with their corresponding boats, and both ships

have to be commanded by Ship Lieutenant Don Salvador Meléndez, keeping always the possible conservation, giving the command of the schooner to First Pilot Don Gonzalo López de Haro.

Provisioned with the necessary, they will sail from San Blas the next month of January towards Acapulco: there, the Frigate will be armed with the artillery left by the Gertrudis, and they will start their mission as close to land as possible in order to register all the inlets,

Ports or Rivers, and draw them in the chart.

The Commander will be given the astronomical instruments that are deposited at San Blas, with a formal inventory of their state, in case he would use them.

He will issue his own particular instructions for the interior regime of the campaign, and its best development; and after it is finished, he will send to me the diaries and plans in order to use them, as it would correspond.

Upon these principles, Your Grace will charge the command of both ships to the said Ship Lieutenant Don Salvador Meléndez, taking care, jointly with the Commissar, of the rapid provision of goods, so that the departure wont be delayed, after the Frigate reaches Concepción de Loreto, making Your Grace de Meléndez the convenient warnings for the most correct performance of this mission,



which I expect to see accomplished with the highest efficiency and exactitude.

God save Your Grace for many years.

Mexico, December 7th, 1793.

Revilla Ggedo = Accidental Commander of San Blas.

This third tome contains a hundred and seventy useful pages ---- \_\_\_\_\_

**T.G.**

**Naval Museum**  
**ADMIRAL DIRECTOR**

**DON FERNANDO RIAÑO LOZANO, ADMIRAL DIRECTOR**  
**OF THE NAVAL MUSEUM OF MADRID**

I do hereby certify: that among the documentation preserved at the Naval Museum are the following:

Copy of the Order from the Outmost Excellent Viceroy of the reconaissance of the Coasts of Nicaragua. Mexico December 7th, 1793. Revillagigedo. Accidental Commander of San Blas. MN. Ms.280, fol. 167-170. Which 7 sealed copies are enclosed.

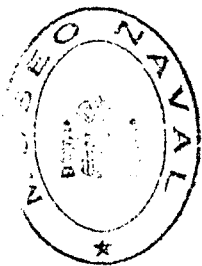
In order for it to be truthful where necessary, according to the request of Mr. Miguel Angel Salaverria, Ambassador of the Republic of El Salvador at Spain, I undersign this certificate with the seal of the Museum, in Madrid, on May 9th of the year two thousand three.

Seal: "NAVAL MUSEUM  
ADMIRAL-DIRECTOR

Signature

MONTALBAN, 2-28071 MADRID. TEL: 91 379 52 97 – FAX 91 379 50 56

Copia  
de orden del Excmo S. Virrey  
Sobre reconocimiento de la  
Cantu de  
Cicaragua.



128

El reconocimiento de esta que deba  
hacerse en virtud de mi Orden de 21  
de Mayo ultimo hade ser  
tamente al trazo que media entre  
Taxpulco, y Ponsonate recorriéndole, ob-  
servando la circunferencia de los principa-  
les puntos, las mareas de los Puer-  
tos y levantada exactamente la Carta.

El Golfo de Amapala hade mi-  
rarre como secundario y aunque no  
se examine con escrupulosidad que  
hade tomarse una idea capaz de  
formar concepto de él.

No se debe extender ahora



el reconocimiento á las Islas de  
Cocos ni otras que median entre  
el Galeazo y Galapagos y mucho  
menos rendir la Navegacion hasta  
el Perú en que no ha de temerse  
por que la Provision de Petrechos  
y sacarcias podrá conseguirse por  
Cabite de los que trata vender á  
la Real Hacienda, la Compania  
Asiatica.

Para el viage han de destinarse  
se la Fragata *conception* y una  
Goleta con sus correspondientes San-  
das y Botes y ambos Buques

handa ir al mando del Teniente de Navio D.<sup>no</sup> Salvador Mier y Mendez guardando siempre la posibilidad de conservar encargándose el mando de la Goleta al primer Piloto D.<sup>no</sup> Gonzalo Lopez de Haro.

Disponiendo de lo necesario daran vela de S.<sup>no</sup> Blas en todo En.<sup>o</sup> proximo venidero para Tampulco. alli se armara la Fragata con la artilleria que dejó la Getrudis, y dará principio á su Comision lo mas cerca de Tierra que sea posible para Registrar todas las envenadas



Puertos o Pías, y demarcarlos en  
la Carta.

Se facilitaran al Comandante  
los instrumentos Astronómicos que  
se hallan depositados en S.<sup>ta</sup> Blas  
con formal inventario de su es-  
tado, por si se le hiciere uso  
de ellas.

Declararé sus particulares instruc-  
ciones para el regimen interior de  
las Compañías y su mejor desem-  
peño y convalidas dirigirá a mis  
manos los dictámenes y Planos para  
hacer de ellos el uso que corres-



poner.

Sobre estos principios encargará  
 Vm. el mando de ambos Buques  
 al experimentado Teniente de Navio D.  
 Salvador Melendez cuidando Vm.  
 de acuerdo con el Comisario de la  
 pronta avilitacion de viveres p.<sup>a</sup>  
 q. no se retrande un punto la sali-  
 da, luego que llegue la Fragata  
 concepcion de Loreto, haciendo Vm.  
 de Melendez por su parte las  
 advertencias que considere conveni-  
 enter para el mas acertado de-  
 sempeño de este encargo que





espero ver cumplida con la ma-  
yor eficacia y exactitud.

Dias què á Vm. m. a.

México 7 de Diciembre de 1793.

Revilla Gigedo: Sr. Comandante occi-  
dental de S. Blas.

Contiene este tomo terceno ciento y setenta  
folios útiles.

T. 3.



**DON FERNANDO RIAÑO LOZANO, ALMIRANTE  
DIRECTOR DEL MUSEO NAVAL DE MADRID.**

**CERTIFICO:** que entre la documentación conservada en el Museo Naval figura la siguiente:

Plano del puerto de San Diego situado en la costa septentrional de California / Juan Pantoja. [1782]. Ms. 44 x 35 cm. **4-B-4.** Cuya fotografía sellada se adjunta.

Plano del puerto de San Francisco, situado en la lat. N. 37° 93' long 17° 5' O. de San Blas. 4 X 38 cm. Ms. 44 x 38 cm. **4-B-11.** Cuya fotografía sellada se adjunta.

Plano del puerto de San Francisco ... / Copiado del de D. Juan Pantoja piloto de San Blas, año de 1792. Ms. 43 x 56 cm. **4-B-14.** Cuya fotografía sellada se adjunta.

Carta esférica trabajada por los pilotos de San Blas. Ms. 39 x 50 cm. **4-B-7.** Cuya fotografía sellada se adjunta.

Plano del Puerto Escondido situado en el golfo de California en la lat. N. de 25° 54' y en la long. de 6° 20' del O. de San Blas / levantado y delineado por el 2º piloto D. Juan Pantoja. Ms. 30 x 44 cm. **7-C-5.** Cuya fotografía sellada se adjunta.

Pequeña carta que comprende desde la latitud 25° 5' hasta la de 26° 25' ambas del Norte, dentro del golfo de Californias / por el 2º piloto D. Juan Pantoja, septiembre de 86. Ms. 33 x 44 cm. **7-C-6.** Cuya fotografía sellada se adjunta.

Carta esférica que comprende el golfo de California y navegación desde el puerto de San Blas al Real de Loreto / es delineada y corregida algunos puntos por el piloto de dicho departamento D. Juan Pantoja y Arriaga año de 1793. Ms. 73 x 54 cm. **8-A-3.** Cuya fotografía sellada se adjunta.

Carta reducida de la costa septentrional de California... Que se reconoció en los años de 1788, 1789 y 1790. Arregladas a la long. del meridiano de S. Blas, notando que estas longitudes son reducidas de las que observó en distintos lugares el capitán Jacobo Cook... Ms. 76 x 54 cm. **2-B-9.** Cuya fotografía sellada se adjunta.

Carta reducida que contiene parte de la costa septentrional de California desde los 40° de latid. hasta los 64° / Construída por el primer piloto de la Real Armada Dn Gonzalo López de Haro; arreglada a las mejores noticias que adquirió en las expediciones que executó en los años de 1788 y 1789 y a las que se emprendieron en los de 1775 y 1779; delineado por el referido piloto en el puerto de San Blas. Enero de 1790. Ms. 56 x 76 cm. **A-10096-11.** Cuya fotografía sellada se adjunta.

Carta reducida que contiene la parte mas septentrional de la California corregida y enmendada en la expedición que se hizo en el paquebot de S.M. nombrado San Carlos al mando del Tte de navío de la RI Armada Dn Salvador Fidalgo / Construída por el primer piloto de la Armada Dn Salvador Menendez en el año de 1790. Ms. 52 x 73 cm. **2-C-9.** Cuya fotografía sellada se adjunta.

Plano del puerto de Córdova, situado en la costa del norte del estrecho de Fuca. [1790]. Ms. 38 x 49 cm. **3-C-11.** Cuya fotografía sellada se adjunta.

Copia de la orden del Exmo. Sr. Virrey sobre reconocimiento de la Costa de Nicaragua. México 7 de diciembre de 1793. Revillagigedo. Sr. Comandante accidental de San Blas. **MN. Ms. 280, fol 167-170.** Cuyas siete fotocopias selladas se adjuntan.

Y para que así conste donde convenga a petición del Dr. Miguel Angel Salaverria, Embajador de la República de El Salvador en España, firmo la presente certificación con el sello del Museo, en Madrid a nueve de mayo de dos mil tres.

